

# Table des matières

<b>Droit public et droit privé : ni <i>summa ni divisio</i>?</b>	9
Jérémie VAN MEERBEECK	
<b>CHAPITRE 1. D'une distinction théorique à une <i>summa divisio</i></b>	10
Section 1. L'émergence et l'oubli de la distinction	10
Section 2. L'émancipation du droit public	13
Section 3. L'accession au statut de <i>summa divisio</i>	18
§ 1 <sup>er</sup> . L'immunité de l'administration	18
§ 2. La juridictionnalisation et l'autonomisation du droit administratif français	20
§ 3. Le droit public belge	23
<b>CHAPITRE 2. Les débats contemporains relatifs à la distinction</b>	27
Section 1. Du dualisme au duel	27
Section 2. Les critères de distinction	29
Section 3. La distinction en question	33
§ 1 <sup>er</sup> . Une distinction contestée	33
§ 2. Une distinction à relativiser	34
<b>CHAPITRE 3. Quelques réflexions apéritives</b>	40
Section 1. Une distinction relative et donc discutable	40
Section 2. L'État et les particuliers : des catégories comparables?	42
Section 3. Un partenariat public-privé	55

<b>La responsabilité civile, instrument méconnu de droit public</b>	57
Ludo CORNELIS	
CHAPITRE 1. Une distinction troublante	57
CHAPITRE 2. La cohérence est de mise	59
CHAPITRE 3. Des résultats qui laissent à désirer	61
CHAPITRE 4. La responsabilité civile à la croisée des chemins	65
CHAPITRE 5. La nature de la responsabilité civile	68
CHAPITRE 6. Couper court à l’externalisation des risques	71
<b>L’influence des principes généraux du droit sur les contrats</b>	77
Delphine DE JONGHE, Gabriela DE PIERPONT	
<b>Introduction</b>	77
<b>CHAPITRE 1. Considérations préalables sur une double dualité imprégnant les contrats « publics »</b>	80
Section 1. Dualité relative à la nature des contrats « publics »	81
Section 2. Dualité relative à la juridiction compétente pour le contentieux portant sur les contrats « publics »	83
<b>CHAPITRE 2. Principes mobilisables dans le processus de formation du contrat</b>	85
Section 1. Les principes fondamentaux découlant du droit de l’Union européenne	87
§ 1 <sup>er</sup> . L’influence des principes fondamentaux sur la formation des contrats « publics » – Prédominance de l’idéal d’égalité	88
§ 2. L’applicabilité des principes fondamentaux aux contrats « privés » en formation – Prédominance de l’idéal de liberté	92
Section 2. Le principe de la liberté d’entreprendre	94
§ 1 <sup>er</sup> . La consécration du principe	95
§ 2. L’impact du principe sur les contrats	96

§ 3. L'influence du droit européen et la nouvelle définition de l'entreprise	99
Section 3. Le principe de la liberté contractuelle	100
§ 1 <sup>er</sup> . Le principe à l'épreuve de l'effervescence législative ?	100
§ 2. La protection des consommateurs comme limite affirmée	102
§ 3. La malléabilité du principe dans les contrats « publics »	104
<b>CHAPITRE 3. Principes mobilisables lors de l'exécution du contrat</b>	106
Section 1. Le principe de la convention-loi et les principes qui le tempèrent	107
§ 1 <sup>er</sup> . Dans les contrats privés : tendance à l'affaiblissement du principe	107
§ 2. Dans les contrats « publics » : existence de multiples entorses au principe	108
Section 2. Le principe de (l'exécution de) bonne foi	117
Section 3. Le principe de la non-rétroactivité des lois	118
<b>Les juridictions judiciaires face aux droits fondamentaux</b>	123
Édouard CRUYSMANS, Eugénie D'URSEL	
<b>Introduction</b>	123
<b>CHAPITRE 1. Les liens entre les droits fondamentaux et le droit de la responsabilité extracontractuelle</b>	124
Section 1. Le droit de la responsabilité aquilienne et le droit des droits fondamentaux face à la summa divisio	125
Section 2. Les liens entre les droits fondamentaux et le droit de la responsabilité extracontractuelle	127
<b>CHAPITRE 2. La relation entre le droit de la responsabilité aquilienne et les droits fondamentaux dans des litiges individuels relatifs aux libertés d'expression et de presse, au droit à la vie privée et au sexisme</b>	133
<b>ANTHEMIS</b>	481

Section 1. Liberté d'expression et responsabilité civile extracontractuelle	133
§ 1 <sup>er</sup> . L'importance du droit de la responsabilité civile en droit des médias	133
§ 2. Quand le droit de la responsabilité civile extracontractuelle forge un nouveau droit : le cas de l'anonymisation	135
Section 2. Le sexisme dans les médias : vers une prise en compte des décisions des organes d'autorégulation ?	150
§ 1 <sup>er</sup> . Le sexisme dans la jurisprudence du Conseil de déontologie journalistique, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et du Jury d'éthique publicitaire	152
§ 2. Vers une ouverture pour de futurs litiges en matière de responsabilité extracontractuelle relatifs à des faits de sexisme dans les médias ?	159
<b>Conclusion</b>	161
<b>Une autorité publique prend-elle une décision administrative lorsqu'elle décide de licencier un membre de son personnel contractuel ?</b>	163
François BELLEFLAMME, Hadrien DASNOY	
<b>CHAPITRE 1. Les règles de droit administratif de motivation et d'audition dans le cadre du licenciement d'un membre du personnel contractuel d'une autorité publique</b>	165
Section 1. Les règles de motivation formelle et d'audition préalable et leur champ d'application	165
Section 2. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle relative aux relations de travail nouées par les autorités publiques	171
Section 3. Les exigences d'audition préalable et de motivation formelle dans le cadre du licenciement d'un employé contractuel d'une autorité publique	177
<b>CHAPITRE 2. La sanction des irrégularités qui entachent le licenciement, devant les juridictions du travail</b>	184

Section 1. La sanction classique : des indemnités	186
Section 2. Les hésitations de la jurisprudence des juridictions du travail à propos des obligations de motivation et d'audition	195
<b>CHAPITRE 3. La validité du congé en cas de violation des règles de motivation et d'audition préalable par une autorité publique</b>	203
Section 1. Le caractère irrévocable du congé en droit du travail	204
Section 2. La place du législateur	209
Section 3. La validité de la décision de l'autorité administrative : condition de fond du congé ?	211
<b>La normalisation et ses écueils potentiels en droit privé et en droit public</b> <i>Normalisatie en zijn mogelijke knelpunten vanuit privaat- en publiekrechtelijk perspectief</i>	227
Henri CULOT, Dries VAN EECKHOUTTE	
<b>CHAPITRE 1. La normalisation, son fonctionnement et ses caractéristiques</b>	227
<b>CHAPITRE 2. Risques liés à l'utilisation des normes en droit privé ou par les acteurs privés</b>	230
Section 1. Utilisation des normes dans les relations contractuelles	230
Section 2. Dérive de la normalisation vers la réglementation ?	233
Section 3. Création ou renforcement d'une position dominante	237
<b>HOOFDSTUK 3. Risico's verbonden aan het gebruik van normen in het publiek recht</b>	241
Afdeling 1. Inleiding	241
ANTHEMIS	483

Afdeling 2.	Dynamische verwijzingen naar normen: ongrondwettige delegatie van normatieve bevoegdheid	244
Afdeling 3.	Bekendmaking van normen waar naar verwezen wordt	246
Afdeling 4.	Begrijpbaarheid van de norm waarnaar wordt verwezen	250
Afdeling 5.	De omzetting van normen als voorstel van oplossing	251
Afdeling 6.	Op de Europese nieuwe aanpak-geïnspireerde verwijzing als voorstel van oplossing	253
<b>Besluit</b>		259
<b>Quand la définition de monument ne suit pas les catégories civiles du droit des biens</b>		265
Marie-Sophie DE CLIPPELE, Nicolas BERNARD		
<b>CHAPITRE 1. L'influence de la <i>summa divisio</i> civiliste des biens en droit public du patrimoine culturel</b>		267
Section 1. La <i>summa divisio</i> civile entre les biens meubles et immeubles		267
§ 1 <sup>er</sup> . Les biens immeubles par nature		268
§ 2. Les biens meubles par nature		269
§ 3. Les biens immeubles par destination		269
§ 4. Le cas particulier des œuvres d'art attachées à perpétuelle demeure comme immeuble par destination		270
Section 2. Des effets néfastes de la <i>summa divisio</i> sur le droit du patrimoine culturel		271
§ 1 <sup>er</sup> . La répartition artificielle des compétences entre le patrimoine immobilier et mobilier		271
§ 2. La difficulté d'utiliser la catégorie de biens immobiliers par destination pour le patrimoine culturel		276
§ 3. La difficulté de protéger des meubles arrachés d'un monument		278

<b>CHAPITRE 2. Le contournement des catégories civiles des biens par le droit public du patrimoine culturel</b>	279
Section 1. La protection d'ensemble d'un monument, y compris des objets ou biens culturels qui en font partie intégrante	280
§ 1 <sup>er</sup> . Les définitions élargies dans le sud du pays et à Bruxelles	281
§ 2. La notion de « biens culturels » pour protéger un ensemble en Flandre	284
Section 2. L'ampleur de l'interprétation de ces biens culturels difficilement prévisible pour le propriétaire	287
§ 1 <sup>er</sup> . L'interprétation élargie du monument étend la compétence régionale pour le patrimoine	287
§ 2. L'interprétation élargie du monument n'est pas toujours prévisible pour le propriétaire	290
Section 3. Les effets contraignants de la protection d'ensemble : l'obligation de maintenir le bien in situ sans compensation	292
§ 1 <sup>er</sup> . L'obligation de conservation du monument dans son ensemble	292
§ 2. La protection des biens faisant partie intégrante du monument ne constitue pas une expropriation de fait	292
<b>CHAPITRE 3. L'impact de la réforme à venir du Code civil</b>	295
Section 1. La <i>summa divisio</i> entre meubles et immeubles	295
Section 2. La catégorie des immeubles	296
§ 1 <sup>er</sup> . Les immeubles par destination	296
§ 2. Les immeubles par incorporation	299
Section 3. La subsidiarité des règles civilistes	302
<b>Conclusion</b>	305
<b>La responsabilité des pouvoirs publics : vers un régime unique ?</b>	307
Tom COPPÉE, Marie LAMBERT DE ROUVROIT	
<b>Introduction</b>	307
<b>ANTHEMIS</b>	485

<b>CHAPITRE 1. Analyse des trois éléments clés de la responsabilité civile au sein des différents régimes de responsabilité des pouvoirs publics</b>	308
Section 1. La faute	308
§ 1 <sup>er</sup> . La première facette de l'élément objectif de la faute : la violation d'une norme générale de conduite	310
§ 2. La seconde facette de l'élément objectif de la faute : la violation d'une norme imposant un comportement déterminé	319
§ 3. L'élément subjectif de la faute et les causes de justification	328
Section 2. Le lien causal	335
Section 3. Le dommage et sa réparation	339
<b>CHAPITRE 2. Examen d'éléments propres aux régimes de responsabilité des pouvoirs publics</b>	343
Section 1. L'existence d'un arrêt constatant la violation de normes supérieures et sa prise en compte dans la détermination de la faute	343
Section 2. La faute caractérisée	347
Section 3. Les conditions de recevabilité du recours	351
<b>CHAPITRE 3. L'impact de la réforme du Code civil</b>	357
<b>Conclusion</b>	360
<b>Les régimes de nullité des marchés publics</b>	363
Jean-François GERMAIN, Maxime VANDERSTRAETEN	
<b>Introduction</b>	363
<b>CHAPITRE 1. Marchés publics et <i>summa divisio</i> droit public-droit privé</b>	364
<b>CHAPITRE 2. Le régime de nullité des marchés publics et concessions atteignant les seuils européens</b>	369



Section 1. Description du régime contentieux des marchés publics et des concessions européens	369
Section 2. Un régime <i>ad hoc</i> de nullité qui exclut dans une large mesure le droit commun des nullités	373
Section 3. Pertinence du droit commun des nullités pour les hypothèses étrangères aux irrégularités de la décision d'attribution	376
<b>CHAPITRE 3. Le régime de nullité des autres marchés publics</b>	<b>378</b>
Section 1. Justification de l'inapplicabilité de la déclaration d'absence d'effets sous les seuils européens	378
Section 2. Application du régime de nullité de droit commun	381
§ 1 <sup>er</sup> . Thèse de l'inapplicabilité du régime de nullité de droit commun aux marchés publics	381
§ 2. Description du régime de nullité de droit commun	382
§ 3. Modulation de la nullité	395
§ 4. Délai d'attente	403
<b>Conclusion</b>	<b>404</b>
<b>Le contentieux objectif devant les juridictions de l'ordre judiciaire</b>	<b>407</b>
Pierre-Paul VAN GEHUCHTEN, Amaury VERHOUSTRAETEN	
<b>CHAPITRE 1. La répartition du contentieux entre l'ordre judiciaire et l'ordre administratif</b>	<b>407</b>
Section 1. La répartition du contentieux portant sur des droits subjectifs organisée par le constituant de 1831	408
Section 2. L'avènement d'un nouveau recours, de type objectif, par la création du Conseil d'État en 1946	409
Section 3. L'attribution de certains recours objectifs à des juridictions judiciaires	410
ANTHEMIS	<b>487</b>

<b>CHAPITRE 2. Recours objectifs attribués à des juridictions judiciaires : illustrations et justifications</b>	411
Section 1. Recours contre les décisions des autorités de régulation devant la Cour des marchés (Cour d'appel de Bruxelles)	411
§ 1 <sup>er</sup> . L'attribution des recours juridictionnel en matière de régulation à la Cour d'appel de Bruxelles	411
§ 2. La création d'une Cour des marchés par la loi « pot-pourri IV »	414
§ 3. Les recours en matière de régulation	415
Section 2. Recours contre les décisions d'une autorité de régulation infligeant des amendes devant le tribunal de première instance	418
Section 3. Recours contre certaines décisions de l'officier de l'état civil et de l'autorité centrale fédérale devant le tribunal de la famille	418
Section 4. Recours contre des décisions infligeant une sanction administrative devant le tribunal de police	420
§ 1 <sup>er</sup> . Les sanctions administratives relatives à la sécurité lors des matches de football	420
§ 2. Les amendes administratives communales	420
Section 5. Recours en matière sociale	421
§ 1 <sup>er</sup> . Le contentieux de l'action civile de l'auditorat	422
§ 2. Le contentieux (électoral) de « l'unité technique d'exploitation »	427
§ 3. Le contentieux de la cotisation de solidarité	429
<b>CHAPITRE 3. Particularités des recours objectifs confiés à des juridictions judiciaires</b>	431
Section 1. Compétence de pleine juridiction	431
§ 1 <sup>er</sup> . La compétence de pleine juridiction en matière économique et sociale : contours théoriques et mobilisation par le juge judiciaire	432
§ 2. Pleine juridiction renforcée en matière familiale	436
§ 3. Relativisation de l'utilité de la compétence de pleine juridiction	437
Section 2. Culture judiciaire	438
<b>Conclusion</b>	439

<b>Les interactions entre le (nouveau) droit civil de la colocation en Wallonie et le droit public de l'urbanisme et du logement</b>	441
Nicolas BERNARD, Marie RUYs	
<b>Introduction</b>	441
<b>CHAPITRE 1. La notion de colocation en droit civil du bail</b>	443
<b>CHAPITRE 2. Interrelation du bail de colocation avec les normes relatives aux polices du logement et de l'urbanisme</b>	447
Section 1. Colocation et normes de salubrité	447
§ 1 <sup>er</sup> . Du logement collectif et du permis de location	448
§ 2. Coordination avec le régime de bail de colocation	450
Section 2. Colocations et prescriptions urbanistiques	453
§ 1 <sup>er</sup> . Des obstacles urbanistiques nombreux sous le régime du CWATUP...	453
§ 2. ... à relativiser sous l'empire du CoDT...	454
§ 3. ... et par la jurisprudence du Conseil d'État	456
<b>CHAPITRE 3. Interrelation entre la notion de colocation et la notion de cohabitation en droit social</b>	460
Section 1. L'influence de la colocation sur l'appréciation de la cohabitation	461
Section 2. L'influence du décret du 15 mars 2018 sur l'appréciation de la notion de cohabitation	465
<b>Conclusions générales</b>	471
Pierre-Olivier DE BROUX, Thierry LÉONARD, Bruno LOMBAERT, Jérémie VAN MEERBEECK	